

Avec les 800 Millions \$ d'Afreximbank, Tunis a les moyens de ses ambitions



L'Afrique subsaharienne et ses marchés, presque à l'infini. Dans une Tunisie en plein marasme économique, et qui ne pourra pas compter exclusivement sur une Europe qui a aussi ses problèmes, [tout le monde semble avoir compris, enfin](#), que notre continent, avec sa croissance (la 2e dans le monde après l'Asie), est la planche de salut. Les entreprises tunisiennes qui sont déjà solidement implantées en Afrique subsaharienne [savent tout le profit qu'on peut en tirer](#) et tous les gains qu'on peut y faire. [D'autres ont pris des décisions fortes dans ce sens](#), et ont même déjà un programme bien établi. Quant aux entreprises pour lesquelles les affaires dans le continent ne sont pas encore une réalité, et bien elles cherchent, cogitent, planifient. Une chose est sûre : l'appétit est bien là, reste à mettre en place les outils. Justement les moyens de promouvoir les échanges inter-africains qui ne dépassent pas, actuellement, les 13% contre des taux de plus de 50 % dans les autres continents (60% inter-européens) sont le principal thème qui sera discuté lors de la 2ème édition de FITA 2019 (Financing Investment & Trade in Africa) qui se tient ces 05 et 06 février à Tunis sur le thème "pour une accélération du commerce et des investissements inter-africains", à l'initiative de TABC (Tunisia – Africa Business Council).

Le développement des échanges commerciaux inter-africains est confronté à trois importants défis qui sont la promotion de l'image du continent, longtemps associé aux crises humanitaires et aux turbulences malgré son fort potentiel humain et la richesse de ses ressources, le développement de l'intégration régionale et la promotion de l'investissement.

Il s'agit, en outre, d'engager des réformes pour éliminer tous les obstacles à l'investissement, de développer le climat des affaires, de garantir la bonne gouvernance, de mobiliser les ressources et d'asseoir la crédibilité du continent, a ajouté le ministre. Le gouvernement tunisien s'est engagé à soutenir tous les projets et programmes qui visent à promouvoir les



échanges avec l'Afrique subsaharienne. Le développement des investissements dans le continent, aux perspectives prometteuses, pourra contribuer à la création d'emplois pour les jeunes et à la croissance économique. Et la Tunisie est bien partie avec [le soutien de poids d'Afreximbank](#), un ténor du financement du commerce en Afrique : Un crédit de 2,4 Milliards de dinars, tout de même.

Ils sont unanimes : c'est en Afrique que ça se passe !

Hani Salem Sombol, PDG de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), a souligné que l'accord signé en mars 2018 à Kigali (Rwanda), portant la création d'une Zone de libre-échange continentale (ZLEC), est un cadre important pour le renforcement des échanges inter-africains qui pourraient passer facilement à 50%, outre la création d'emplois pour les jeunes du continent africain, conformément aux objectifs de développement durable. Il a fait remarquer que la ZLEC est un accord plus large qui couvrira la mobilité des personnes et la propriété intellectuelle.

De son côté, Bassem Loukil, président de TABC, a souligné que le financement, le manque de représentations diplomatiques tunisiennes en Afrique, la logistique et le transport demeurent les problèmes majeurs qui entravent le développement des investissements tunisiens en Afrique.

Dans une déclaration à Africanmanager, il a relevé que la diplomatie tunisienne en Afrique manque manifestement de vigueur alors que les banques tunisiennes y sont quasiment absentes à l'exception de deux d'entre elles. Il a souligné la nécessité de surmonter ces problèmes qui constituent des obstacles majeurs pour la promotion des échanges commerciaux et des investissements entre la Tunisie et l'Afrique.

Il a ajouté que le rapprochement inter-africain ne peut se faire qu'à travers l'installation d'un réseau bancaire important et le renforcement des liaisons aériennes et maritimes vers tous les pays africains. Selon lui, au cours de ces dernières années, les meilleurs taux de croissance ont été enregistrés en Afrique. Il a, en outre, mis l'accent sur l'importance de développer les échanges inter-africains pour que la valeur ajoutée soit exploitée par la population africaine. Loukil a souligné que la 2ème édition de FITA est une conférence qui vise à discuter les mécanismes de financement des opérateurs africains.

La forte mobilisation est le premier succès

Quelque 3000 opérateurs économiques, 60 speakers, 30 institutions internationales et 1000 rencontres et networking sont prévus dans le cadre de cette conférence. La manifestation sera aussi l'occasion de présenter les solutions financières alternatives émergentes – capital développement, crowdfunding, assurance-crédit – pouvant intervenir en complément de l'offre bancaire traditionnelle africaine.

Les participants débattront également les moyens de rapprocher les banques tunisiennes de leurs homologues panafricains pour faciliter l'accès aux services financiers en Afrique. Cette deuxième édition sera l'occasion aussi pour quelques pays subsahariens de présenter leurs Plans de Développement Economique, les projets d'investissements structurants en particulier en PPP (partenariats public-privé), ainsi que les modalités de financement.



En présence des institutions financières Panafricaines et des opérateurs économiques, des workshops pays seront organisés permettant de développer des synergies. En effet, de nombreux gouvernements africains ont engagé une politique volontariste qui vise à encourager et à favoriser l'implication du secteur privé dans le financement des projets structurants d'Etat. Des opportunités à saisir par le secteur privé en marge de FITA, surtout avec la présence des institutions financières internationales. Un focus sur des stratégies tripartites de la Tunisie avec l'Allemagne, la Chine ou la France, seront débattus en marge de cette conférence pour financer la pénétration des marchés subsahariens.

Source : African MANAGER